



Saint-Denis, le 16 juin 2016

Le gouvernement stigmatise les syndicats pour masquer ses manquements et nier le processus démocratique.

Depuis la manifestation anti-loi travail massive du 14 juin 2016, le gouvernement ne cesse de mettre en accusation les organisations syndicales et leur supposée complicité passive avec « les casseurs ».

SUD-Rail rappelle que le maintien de l'ordre lors des manifestations relève du Ministère de l'Intérieur et de la Préfecture. Les Services d'Ordre des organisations syndicales sont là pour assurer la sécurité des participants à la manifestation.

SUD-Rail note que de nombreux commerçants s'étonnent clairement du « laisser faire » des forces de l'ordre vis-à-vis des « casseurs ». De plus en plus de policiers dénoncent également les consignes reçues ce jour là, visant à ne pas empêcher le rassemblement des groupes parallèles au cortège et ni intervenir.

Qui avait intérêt à cette situation ?

Pas les Organisations Syndicales ni les manifestants mobilisés massivement contre la loi travail. Cette manifestation était réussie et exige du gouvernement qu'il prenne en compte le mécontentement toujours plus important dans le pays. Le premier ministre doit enfin prendre ses responsabilités et retirer sa loi rétrograde.

Le choix du gouvernement de communiquer sur la casse en marge de cette manifestation historique est une volonté délibérée de refuser tout débat sur le fond et de nier l'importance de la mobilisation.

Une nouvelle fois, SUD-Rail constate la stratégie de communication de bas étage du pouvoir. L'utilisation de l'émotionnel, de la démagogie, de la stigmatisation des organisations syndicales en lutte et de la calomnie semblent être la marque de fabrique de ce gouvernement et est indigne de responsables politiques. Ce choix assumé, démontre en tous cas le peu de recul et très certainement la fragilité du gouvernement.